

La peste de Marseille de 1720-1721 vue par les Anglais

*But errs not Nature /rom the gracious end,
From burning, suns when livid deaths descend ?*

Alexander Pope, *Essay on Man*, IV, 107-8.

La Nature ne s'écarte-t-elle pas du but gracieux,
Quand du soleil brûlant descend la mort livide ?

Le 11 novembre 1721, dans *The Original Weekly Journal and Saturday's Post*, feuille hebdomadaire paraissant à Londres, et qu'on appelait généralement, d'après son imprimeur, *Applebee's Journal*, parut une lettre signée « Tom Turbulent », L'auteur se lamentait ironiquement des malheureuses conséquences pour les journaux de la paix qui régnait en Europe depuis l'accession du roi George, « Hélas, écrivit-il, quel manque de nouvelles ! car certes, pas de guerre, pas de nouvelles, c'est-à-dire, pas de nouvelles pour vos besoins, Que signifie la mort d'un vieux pape gâté de temps à autre ? Ou les épousailles au berceau de quelque petit prince ? L'Empereur qui va à la chasse, ou le roi de Pologne et sa cour qui assistent aux fêtes de la moisson ? Tout cela peut suffire à un paragraphe de temps en temps, mais comment nourrir ainsi trente ou quarante journaux par semaine et quatre ou cinq hebdomadaires ? Cela ne suffira point ; NON, vous serez affamés ! La paix vous affamera tous, oui, et vos amis les cafetiers aussi, car qui ira au café quand il n'y aura plus de nouvelles ? »

Il y avait bien eu la peste en France : « ...et je ne dirai pas que parfois vous n'avez pas fait plus de bruit à ce propos que l'occasion ne méritait. Au moins vous avez battu votre tambour plus fort que d'ordinaire, nous alarmant de sa présence aujourd'hui ici, demain là, comme si elle était à nos portes ; alors que, pour le moins, elle a été à une distance de plus de quatre cents milles... Je pourrais également vous entretenir assez longuement et peut-être avec quelque profit, de la façon dont bien de nos gens ont été enduits sans raison en erreur en ces matières et des histoires peu vraisemblables qui ont été racontées parmi vous au sujet de cette infection ; les uns nous assurant qu'elle est moins grave qu'elle ne l'est, les autres qu'elle est plus dangereuse qu'elle ne le sera jamais, je l'espère ».

« Tom Turbulent » n'était qu'un nom de guerre de Daniel Defoe, collaborateur régulier du journal, sous divers pseudonymes, et lui-même responsable des informations sur la peste paraissant dans ses pages. Á cette époque Defoe écrivait pour plusieurs journaux torys, qu'il surveillait discrètement pour le compte du gouvernement whig, afin – comme il l'a dit lui-même – « de les faire passer (erreurs exceptées) pour des journaux torys, et cependant les désarmer, les énerver, de telle façon qu'ils ne feront aucun mal et n'offenseront plus le gouvernement ».



Godfrey Kneller, le roi George I^{er}
roi de Grande-Bretagne et d'Irlande en 1714.



Daniel Defoe (1660-1731).

Ce fut le *Daily Courant* du 10 août 1720 qui le premier annonça, dans une lettre de Gênes en date du 27 juillet, la découverte de la peste à Marseille, à laquelle la presse anglaise consacra dorénavant une place qui n'était dépassée que par celle accordée au scandale des Mers du Sud (*South Sea Bubble*). Le 12, dans son journal le *Daily Post*, Defoe remarqua le délai de la part des autorités marseillaises à avouer la présence du fléau dans leurs murs. Dans *Applebee's Journal* du 10 septembre, citant une lettre de Paris, il dépeignit la situation à Marseille sous les couleurs les plus sombres, et le 1^{er} octobre il annonça : « Nos lettres de Marseille continuent à nous apporter de très mauvaises nouvelles ; les récits lugubres de la peste dans cette ville sont telles qu'on les croit à peine ». Il s'agissait, des cadavres qui s'amoncelaient sans sépulture dans les rues, des bandes d'habitants qui, enragés par la famine, car les paysans n'osaient leur apporter de quoi manger, brisaient les armes à la main le cordon militaire qui entourait la

ville, des voleurs et des meurtriers qui erraient dans les rues, et d'un incident, « qui, s'il est vrai, est d'une justice remarquable, bien que d'une exécution fort terrible ; à savoir, que la troupe ayant tiré sur quelques-uns de ces êtres sanguinaires, il y eut, en plus des tués, cinq blessés, qui gisaient dans les rues, mutilés, mais vivants, et que les magistrats firent jeter ceux-ci sur un tas de cadavres de pestiférés, les laissant languir là jusqu'à ce qu'ils moururent, soit de leurs blessures, soit de la peste, on ne nous le dit pas. Il est vrai que la chose est révoltante et terrible, même dans le récit, mais s'il est vrai qu'ils étaient des scélérats aussi cruels et endurcis qu'on nous le dit, rien ne peut être considéré sévère à de tels hommes.

NB. – Nous n'affirmons pas cette partie au récit, mais nous la racontons telle que nous la trouvons. Le 22 octobre, dans le même journal, Defoe cita des lettres venant d'Espagne qui révélaient le sort des réfugiés qui, ayant quitté la ville pestiférée par la mer, erraient sur la Méditerranée, repoussés de toutes les côtes, mourant de faim ou de la peste.

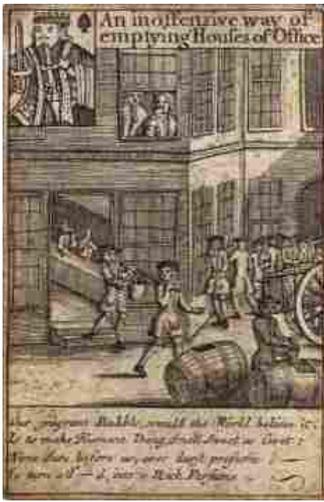
Dans le numéro suivant, conscient sans doute de l'exagération de ses rapports, il publia une interview avec « un de mes meilleurs amis, qui vient d'arriver d'Espagne par voie de terre, en passant par la France... Il dit que la peste est en fait très terrible en Provence, que dans ce pays il y a eu beaucoup de morts, encore que le nombre en soit inférieur par milliers à ce qu'on dit chez nous, qu'il est scandaleux aussi que nos journaux donnent de si terribles alarmes et qu'ils effraient comme si la peste avait déjà atteint Bordeaux, le Poitou et je ne sais où encore ». Le 5 novembre on rapportait de Naples que quatre Français débarqués sans certificat de santé y avaient été passés par les armes, ce qui fit protester Defoe : « Où donc est leur crime ? Est-ce leur arrivée à Naples ? Mais où aller ? Il fallait débarquer quelque part ou bien périr en mer. S'ils étaient allés plus loin, la même chose aurait pu leur arriver; nous voyons que certains ont été chassés de lieu en lieu, jusqu'en Flandre et en Hollande... Une considération mérite qu'on y réfléchisse ; que voudrions-nous que deviennent les Anglais à l'étranger, si nous devons recevoir le châtement du ciel, comme il est arrivé chez nos voisins ».

Le gouvernement s'était hâté de prendre des mesures de précaution. Un décret (*Order in council*) du 25 août 1720 imposa la quarantaine à tous les vaisseaux venant de la Méditerranée ; en octobre cette mesure fut étendue aux bâtiments arrivant du golfe de Gascogne ainsi que des îles anglo-normandes et de l'île de Man, où les marchandises pourraient être transbordées et introduites en fraude dans le pays. Un jour de prière publique et de jeûne fut proclamé pour le 16 décembre. Prêchant devant la Chambre des Lords, l'évêque de Bristol fit la remarque caustique : « Quelles qu'aient pu être les iniquités de ceux

dont la destruction presque entière vient de nous combler à la fois de pitié et de terreur, je crains fort que, si nous contemplons notre nation d'un œil impartial, nous n'ayons de bonnes raisons de croire que, tout bien pesé, nous sommes aussi mûrs pour le jugement qu'ils peuvent bien l'être ». Devant les Communes, le docteur Willcocks parla plus directement : « Si nous dirigeons notre regard vers le sud, où l'ange de la destruction a versé les coupes de la colère de Dieu sur des milliers et des dizaines de milliers de victimes, où la peste marche encore dans les ténèbres et la maladie anéantit en plein midi, quel spectacle de misère doit fournir ce pays désolé, et cette ville autrefois joyeuse, de laquelle les marchands, comme le prophète nous l'a dit de Tyr, étaient des princes et dont les trafiquants étaient les plus honorables de la terre... Amendons-nous ; sinon, nous aussi nous périrons ».



La Chambre des Communes au XVIII^e siècle



« Carte à bulle » éditée lors du scandale financier de 1720.

Au milieu de la confusion morale résultant des crises financières de la Compagnie des mers du Sud en Angleterre et des projets de Law en France, il pouvait paraître raisonnable à un observateur contemporain des événements de croire au danger immédiat d'un jugement divin sous cette forme redoutée. Defoe ne manqua pas de signaler avec esprit la ressemblance entre la peste et les scandales financiers : « Hélas, la France, l'Angleterre et la Hollande, en particulier, peuvent dire qu'elles ont été atteintes de la peste financière (*Bubble Plague*)... C'est par allusion que je la nomme « peste », et je ne crois pas faire erreur, car elle a été non seulement mortelle à nos biens, mais aussi contagieuse à nos personnes ; l'infection s'est répandue à un point qu'on croyait impossible ». (*Applebee's Journal*, 25 nov. 1721).

Un projet de loi pour renforcer encore les règlements, déjà rigoureux, de la quarantaine, fut aussitôt déposé devant le Parlement. Des mesures furent prises pour instruire le public du danger et des précautions à prendre. Sur l'invitation des *Lords Justices*, agissant pour le roi absent en Hanovre, Richard Mead, l'un des médecins les plus éminents de l'époque, publia *A Short Discourse concerning Pestilential Contagion and the Methods to be used to Prevent it* (Un court traité concernant la contagion pestilentielle et les moyens de l'éviter). Cet ouvrage eut rapidement huit éditions. Au mois de février 1721 on brûla dans la Tamise deux vaisseaux et leurs cargaisons, « car on avait lieu de croire », nous dit une relation de l'époque, « qu'ils s'étaient approchés trop près de certains lieux infectés par la peste ». En avril un autre navire, soupçonné d'être venu de Marseille, subit le même sort en Irlande.

À Marseille l'épidémie arriva à sa fin pendant l'automne de 1720, mais elle continua de sévir l'année suivante dans les autres parties de la Provence, et bientôt Defoe détaillait les souffrances affreuses de la population de Toulon (*Applebee's Journal*, 20 mai 1721) : « Il en meurt autant par manque de ravitaillement – c'est-à-dire affamés – que par la peste ; de sorte que la misère de ce lieu ne peut s'exprimer ; elle est infiniment plus grande qu'à Marseille ». Le 1^{er} juillet il publia un récit encore plus sensationnel : « Il est difficile d'imaginer que les détails en soient possibles, ou même croyables. L'on nous dit d'abord, que la situation de Toulon est inexprimable ; que la peste continue à y faire de tels dégâts, qu'on est d'avis que dans quelques semaines il ne restera plus en vie aucun être animé... Quant à la ville d'Arles, on estime qu'il ne reste plus cent personnes dans ce lieu autrefois très peuplé ». Ce ne fut que le 4 novembre que Defoe considéra que le danger avait suffisamment diminué pour qu'il déclarât à ses lecteurs : « que nous avons tout lieu d'espérer que nous échapperons à ce jugement terrible, au moins pour cette année. Ce qu'il plaira à Dieu de faire pendant un autre été, dans une nation qui a tant de raisons pour s'attendre au jugement divin, de cela je ne puis rien dire ».

Au cours de l'année 1721 la peur de voir l'infection atteindre la Grande-Bretagne augmenta tant, que le gouvernement, affolé, prit des mesures de panique. On invita les juges de paix des comtés maritimes à appliquer les règlements de quarantaine avec la dernière rigueur. Dans le Middlesex les *Quarter Sessions* ordonnèrent l'application rigoureuse de la *Poor Law* et le renvoi dans leurs lieux d'origine de tous les mendiants bien portants, porteurs éventuels de l'infection. Le conseil privé, après avoir sollicité les conseils de trois médecins éminents, Richard Mead, sir Hans Sloane et le docteur John Arbuthnot, obligea toute personne venant de la France du Nord, à laquelle la quarantaine ne s'appliquait pas, à se munir d'un certificat de santé, et ordonna la construction de casernes à Blackheath, près de Londres, pour servir de lazarets ou hôpitaux pour l'isolement des victimes. Un nouveau jour de prière fut proclamé pour le 8 décembre. Lors de



Richard Mead (1673-1754).

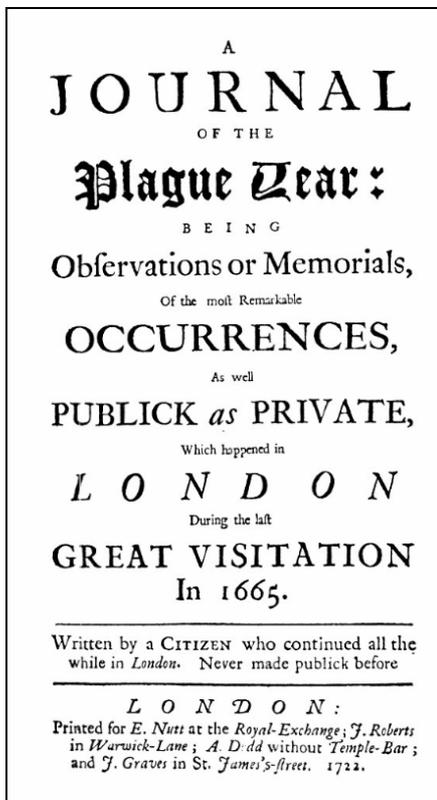
l'ouverture du Parlement, le 9 octobre, le discours du trône fit allusion au danger et signala en particulier la nécessité de la suppression immédiate de la contrebande, sans laquelle toute autre mesure serait inutile.

Les bons bourgeois qui s'opposaient au projet de loi du gouvernement pour empêcher plus efficacement la contrebande s'étaient déjà attiré la colère de Defoe : « De tels hommes feraient bien de nous dire leurs noms, afin que, s'il leur arrive d'être les tristes instruments de l'entrée d'un tel malheur dans leur pays, le peuple puisse leur faire justice » (*Applebee's Journal*, 29 juillet 1721). Le 16 septembre il compara les précautions prises en France avec ce qu'on pourrait raisonnablement faire en Angleterre. L'isolement des régions infectées par un cordon militaire était, pense-t-il, une mesure prudente qui avait réussi dans l'ensemble, mais qu'on ne pourrait guère appliquer dans un pays libre. « Nous avons ces choses qui s'appellent privilèges et libertés, qui ne permettront pas au gouvernement de procéder avec la population de la même manière qu'en France. Par exemple, si une ville est infectée, nous ne pouvons l'entourer de tranchées, ni tirer sur les pauvres innocents qui, poussés au désespoir, essayent de se sauver ; nous ne pouvons emprisonner les gens, ni obliger les personnes indemnes à rester pour mourir parmi les pestiférés ». Signant ici « *Prudential* », il conseilla la dispersion de la population en cas de peste, citant Proverbes XXVII, 12, « L'homme avisé prévoit le mal et se tient caché ; mais les mal avisés passent et en souffrent le dommage ».

Ces mêmes mesures que Defoe considérait étrangères à la tradition britannique furent proposées par la législation déposée devant le Parlement au cours de l'automne, qui stipulait le transfert de toute personne infectée à l'hôpital des pestiférés, de force s'il le fallait, les tentatives d'évasion étant passibles de la peine de mort et qui autorisait la couronne à tracer des lignes retranchées autour d'une ville infectée. Dans la Chambre des Lords l'opposition tory protesta contre ces clauses « parce que de tels pouvoirs sont absolument étrangers à notre Constitution et répugnants, selon nous, à la clémence de notre gouvernement doux et libre... ; parce que, il nous semble, ces méthodes furent copiées sur celles de la France, royaume dont la Grande-Bretagne, dans ces cas, ne doit pas suivre l'exemple ; le gouvernement y étant sous un régime de pouvoir arbitraire, appuyé par des armées permanentes ; à un tel pays de telles méthodes nous semblent convenir le plus ; et pourtant, même dans ce royaume, les pouvoirs dernièrement exercés ont été aussi démunis de succès que de précédents ». Cette protestation fut rejetée après un débat animé au cours duquel lord Harcourt fit remarquer qu'il faudrait au moins 200 000 hommes pour isoler Londres, et que, comme le gouvernement ne disposait pas d'une telle force, il importait peu qu'il possédât ou non les pouvoirs en question. Ceux-ci furent d'ailleurs retirés après la crise, et au printemps de 1723 le commerce reprit avec les ports français de la Méditerranée.

Pendant ce temps l'inquiétude générale faisait travailler les imprimeries. Les principaux ouvrages français sur la peste de Provence furent rapidement traduits en anglais, les livres sur la peste de Londres de 1665 réimprimés ; une foule d'ouvrages nouveaux parut. Comme en France, l'opinion médicale était divisée ; une controverse acharnée faisait rage entre contagieux et anti-contagieux. Une brochure d'apothicaire proposa des remèdes de charlatan, « dragées purgatives » et « tabac ophtalmique », en vente à l'enseigne du *Collier Anodin* hors *Temple Bar*. Defoe entra relativement tard en campagne et ce ne fut qu'en février 1722 que parut « *Due Preparations for the Plague, as well for Soul as for Body. Being some seasonable Thoughts upon the visible approach of the present dreadful Contagion in France ; the properest measures to prevent it, and the great work of submitting to it* » (Justes préparatifs pour la peste, aussi bien pour l'âme que pour le corps, étant des réflexions opportunes sur l'approche visible de la terrible contagion qui sévit à présent en France, les moyens de l'arrêter, et la grande œuvre de s'y soumettre). Œuvre de journaliste à l'affût de l'actualité, ce fut une compilation hâtive publiée anonymement, sans grande valeur littéraire ou documentaire. Après avoir esquissé l'histoire de l'épidémie récente, il traite des précautions à prendre,

répétant ses assertions sur l'impossibilité d'isoler les villes anglaises et ses attaques contre les négociants égoïstes qui esquivait les règlements de quarantaine. Ensuite venaient des réflexions pieuses, et, ceci plus proche de l'esprit véritable de l'auteur, l'histoire d'une famille qui s'était sauvée pendant la peste de 1665 en s'enfermant dans sa maison.



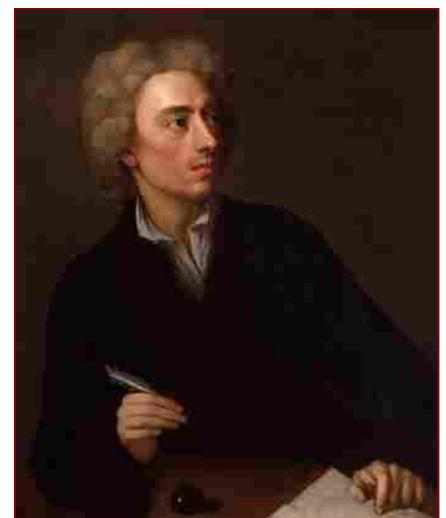
Page de l'édition originale du *Journal of the Plague Year*.

Quelques semaines plus tôt, Defoe avait montré l'intérêt qu'il portait à la peste de Londres, et particulièrement aux tables de mortalité, dont il mettait en doute la valeur, annonçant que « je montrerai à loisir l'insuffisance scandaleuse de leurs rédacteurs à l'époque de la dernière infection en 1665 » (*Applebee's Journal*, 18 nov. 1721). Au mois de mars 1722 fut publiée, encore anonymement, sa contribution majeure à la littérature de la peste : « *A Journal of the Plague Year. Being Observations or Memorials of the most Remarkable Occurrences, as weil Publick as Private, which happened in London during the Great Visitation in 1665, written by a Citizen who continued all the while in London. Never made Publick before* ». (Un journal de l'année de la peste. Étant des observations ou mémoires des événements les plus remarquables, aussi bien publics que privés, survenus à Londres pendant la grande épreuve de 1665. Rédigé par un citoyen qui resta tout le temps à Londres. Rendu public pour la première fois). Ici l'art du romancier s'alliait à la documentation précise de l'historien pour produire une reconstruction historique saisissante qui, venant à l'apogée de la carrière littéraire de Defoe – (*Robinson Crusoe* parut en 1719, *Le Capitaine Singleton* en 1720 et *Heurs et malheurs de la fameuse Moll Flanders* en janvier 1722) – fut une de ses plus grandes réussites. Un sellier de Londres y raconte simplement, mais avec une vigueur frappante, l'histoire de la peste de Londres telle qu'elle se déroula d'un jour à l'autre. Tout comme son

prédécesseur bâclé, le *Journal* fut écrit comme avertissement au public, mais l'intention didactique reste implicite derrière le réalisme obsédant et la naïveté calculée du récit.

Cependant, dans cette œuvre composée avec soin, d'après ses propres souvenirs d'enfance (Defoe avait cinq ans en 1665), d'après les récits et les statistiques de l'époque, quelque chose sonne faux. En 1722 l'Angleterre n'avait pas connu la peste depuis plus d'un demi-siècle ; l'éloignement même du fléau avait revêtu ses manifestations d'une horreur légendaire que l'épidémie provençale n'était pas pour dissiper. Pour voir continuer pendant les plus mauvais jours de 1665 la vie, le travail et les plaisirs de la capitale, il convient de consulter, non pas Defoe, mais le *Journal* de Samuel Pepys, qui avoue franchement, le 31 décembre 1665 : « Je n'ai jamais vécu aussi joyeusement (ni gagné autant) que pendant ce temps de peste ». Dans les pages de Defoe les événements de 1665 se déroulent dans l'atmosphère de 1722, cette grande peur que sa propre plume avait si puissamment contribué à créer.

Après un bref retour au printemps de 1722, la peste quitta la Provence, pour ne jamais y revenir. En Angleterre elle fut vite oubliée ; à part Defoe, le seul grand écrivain à s'en occuper est Alexander Pope, qui dans son poème philosophique *Essai sur l'homme* (1731) évoque l'héroïsme légendaire de Belzunce, archevêque de Marseille :



Alexander Pope (1688-1744).

*Why drew Marseilles' good bishop purer breath,
When Nature sieken'd, and each gale was death ?*

Pourquoi le bon évêque de Marseille respira-t-il un air plus pur,
Lorsque la Nature languissait et chaque brise semait la mort ?

Mais le principal résultat pour l'Angleterre de la peste de 1720-1722, nous l'avons vu : une campagne de presse magistrale couronnée par la parution d'un classique de la littérature anglaise.

James Joyce



E.M. Ward, *La bulle des mers du Sud*.

En 1720 la Grande-Bretagne connaît une crise boursière faisant suite à « la bulle des mers du Sud » entre 1711 et 1720. Cette crise constitue l'un des premiers krachs de l'histoire. Au même moment la France subit l'échec de Law.